

RUPTURE : le test RWANDAIS

Raphaël Glucksmann

Raphaël Glucksmann, diplômé de Sciences-Po Paris, est l'auteur de divers documentaires, dont « Tuez-les tous ! » sur le génocide des Tutsis, et collabore à divers journaux et revues, français et étrangers.

Le mardi 7 août 2007, dans le communiqué de Nicolas Sarkozy rendant hommage à Raul Hilberg, on lit : « Nous perdons aujourd'hui un historien incontournable, mais aussi un homme engagé pour que cela ne se reproduise plus. N'avait-il pas au fil des ans ajouté à son livre des chapitres sur l'extermination des Tziganes pas

les nazis, sur celle des Tutsis par les Hutus au Rwanda ». Doit-on voir, au détour de cette phrase apparemment on ne peut plus normale, l'esquisse d'une rupture ?

Pour la première fois en effet, l'Etat français, par l'intermédiaire de son nouveau chef, désigne les victimes et les bourreaux du génocide qui plongea le Rwanda dans l'horreur absolue d'avril à juillet 1994. La France était jusqu'ici le dernier pays occidental à entretenir la confusion, refusant de reconnaître ou même de se libérer d'un passé lourd, terriblement lourd. Pourquoi y-a-t-il encore aujourd'hui un problème rwandais en France ? Retour sur une histoire que l'on refuse toujours de regarder en face, à l'heure où les choses semblent enfin changer.

Une histoire française

Le 1^{er} octobre 1990, le Front Patriotique Rwandais (FPR) lance ses troupes à l'assaut d'une ancienne colonie belge surpeuplée et pauvre en ressources natu-

relles : le Rwanda. Ce petit pays d'Afrique Centrale inconnu du grand public devient subitement l'une des priorités politico-militaires de Paris. Le 4 octobre, François Mitterrand décide d'envoyer des troupes sur place. *L'Opération Noroît* commence et la France se retrouve liée à une histoire tragique qui n'était pas la sienne.

L'objectif stratégique est clair : sauver le régime hutu du Général-Président Juvénal Habyarimana. En livrant des armes, en intervenant directement dans les combats (de manière décisive au nord de Kigali en 1990, à Ruhengeri en 1991 et à Byumba en 1992), en formant et en encadrant les Forces Armées Rwandaises (FAR), en supervisant la transformation de l'armée hutue en armée populaire (les FAR passent de 5 000 à 50 000 hommes en 3 ans) dotée d'une structure de commandement parallèle,...

En faisant tout cela mais en ne disant surtout rien. Une note confidentielle adressée à notre ambassadeur au Rwanda en 1990 précise ainsi : « *Nous n'avons pas l'intention d'annoncer officiellement la mise en place du DAMI. Vous direz au Président Habyarimana que nous souhaitons qu'il agisse de la même manière* ». L'Assemblée Nationale n'en débatta jamais, l'opinion publique ne sera pas ou très peu informée. Pourtant, sur place, les massacres de Tutsis se succèdent, sans que nos troupes ne réagissent ou que nos dirigeants politiques ne remettent en cause leur soutien au régime raciste de Kigali.

Aujourd'hui, les raisons de cette implication demeurent obscures. Pour justifier l'intervention de 1990, les dirigeants français renvoient souvent à un prétendu accord de défense liant les deux pays, accord qui ne sera, en réalité, formalisé qu'en 1992. Rien ne nous obligeait donc à intervenir. La question qui me taraude depuis que je m'intéresse au dossier rwandais est donc celle-ci : « *Qu'allions-nous faire dans cette galère ?* »

En enquêtant, on découvre avec effroi que nos dirigeants, eux-aussi, sont plus guidés par une vision du monde que par de vulgaires intérêts. Et l'idéologie qui présidait à notre engagement dans le borbier rwandais peut surprendre. Coincé entre l'Ouganda anglophone du pro-Américain Museveni et le Zaïre richissime du francophile Mobutu, le Rwanda fut perçu comme le lieu d'une confrontation géopolitique majeure entre influence française et poussée anglo-saxonne et les leaders du FPR assimilés à une avant-garde de la pénétration américaine dans notre « *pré-carré* ». Le fait qu'il s'agisse de Rwandais rescapés des premiers massacres de Tutsis n'entra pas en ligne de compte. Et dix ans après, le Général Quesnot, ancien Chef d'Etat Major Particulier du Président Mitterrand, me confia crânement que la France « *luttait militairement contre les Américains et leurs agents au Rwanda* », fier d'avoir eu « *raison avant tout le monde* » (notre entrevue eut lieu pendant l'attaque contre l'Irak et il voyait dans la mobi-

lisation de l'opinion contre les Etats-Unis une sorte de ralliement général à la politique secrète menée au Rwanda).

Washington, pourtant, ne leva pas le petit doigt pour aider les Tutsis avant et pendant le génocide. Cela ne nous empêcha pas de croire dur comme fer à un complot. On appelle cette haine irrationnelle et paniquée des Anglo-saxons le « *syndrome de Fachoda* », délire géopolitique que ne saurait comprendre l'homme commun, cet abruti que laisse de marbre l'évocation de la cinglante défaite subie par l'armée française au Sud-Soudan (à Fachoda précisément) il y a plus d'un siècle contre les troupes de Sa Gracieuse Majesté. Ce « *syndrome de Fachoda* », combiné à la doctrine française en Afrique qui veut qu'on soutienne à bout de bras tous les régimes en place (à condition bien entendu qu'ils soient francophones et francophiles) au nom de la sacro-sainte « stabilité », explique pourquoi la France est allée si loin dans le soutien à Habyarimana et pourquoi, aujourd'hui encore, elle a du mal à reconnaître qu'elle s'est trompée. Les mythes ont la peau plus dure que les faits, ces réalités éphémères que nous sommes fiers d'ignorer.

La question du génocide

Le 6 avril 1994, l'avion du Président Habyarimana est abattu et le génocide des Tutsis commence. La France est en cohabitation, l'*Opération Noroît* est officiellement finie depuis fin 1993 et le gros des troupes françaises a quitté le Rwanda. Alors que le monde entier assiste aux tueries en direct à la télévision et se rend coupable de ce qu'Hermann Broch appelait au sortir de la Shoah le « *crime d'indifférence* », Paris ne renonce toujours pas à ses alliances.

Le 9 avril, un gouvernement extrémiste se forme à Kigali. La France est le seul pays occidental à le reconnaître et envoie un nouveau détachement militaire sur place, du 9 au 13 avril dans le cadre de l'*Opération Amaryllis*. Officiellement, il ne s'agit que d'évacuer les ressortissants étrangers. En réalité, nos soldats exfiltrèrent des leaders extrémistes et livrent des armes aux FAR. Le 27 avril, les autorités françaises reçoivent à l'Elysée et au Quai d'Orsay Jérôme Bicomumpaka, le ministre des affaires étrangères du gouvernement rwandais, et Jean-Bosco Barayagwiza, l'idéologue du génocide, alors que l'Allemagne, la Belgique et les Etats-Unis leur refusent le moindre visa.

Sur place, les choses tournent mal cependant. Les FAR, trop occupés à commettre le génocide, perdent du terrain face au FPR. Début juin, Kigali est sur le point de tomber. Paris commence alors à parler de « *génocide* », sans jamais préciser qui l'organise et qui en est victime. Et donc de la « *nécessité d'intervenir* », sans plus préciser qui l'on doit aider et qui l'on doit combattre. En quelques jours, une opération militaro-humanitaire est mise sur pied : l'*Opération*

Turquoise. Comme nous l'a confirmé Hubert Védrine, alors Secrétaire Général de l'Élysée, les premiers plans de *Turquoise* prévoyaient une intervention militaire massive pouvant conduire à une guerre ouverte contre le FPR, seule force qui luttait sur place contre le génocide : « Pourquoi ne pas aller jusqu'à Kigali ? Le FPR, à l'époque, c'est une armée tutsi de l'extérieur qui n'existerait pas sans logistique ougandaise. S'il y avait eu un affrontement, cela aurait été, quelque soit le régime du Rwanda, l'application de l'accord de défense entre la France et le Rwanda »

La France est en cohabitation et Edouard Balladur impose son veto aux plans belliqueux de l'Élysée. Les ambitions de *Turquoise* sont revues à la baisse. Nos soldats sauvent des milliers de Tutsi à Cyangugu tout en permettant le repli vers le Zaïre de l'armée et des milices hutues qui entraînent dans leur exil forcé deux millions de civils. Cela prive le FPR d'une victoire totale sur les forces du génocide et ne manquera pas de plonger le Zaïre et toute la région dans la guerre deux ans plus tard.

Que s'est-il passé pendant ces cent jours qui ont coûté la vie à près d'un million de Tutsis ? Rien. Juste un génocide. Bien évidemment, les autorités française n'ont pas voulu, planifié ou encouragé directement ce génocide. Mais à aucun moment, il n'aura été au cœur de leurs priorités. L'affrontement avec le FPR est resté l'approche dominante du dossier rwandais.

Pourtant, un génocide avait eu lieu et ce n'était pas rien. La terre entière le constatait. Pour ne pas perdre la face, Paris commença à prétendre qu'il y avait eu deux génocides en réalité, plaçant un astucieux trait d'égalité entre les victimes et les bourreaux. Au sommet France-Afrique de novembre 1994 à Biarritz, François Mitterrand lança ce qui devait devenir la vision officielle française de la « tragédie rwandaise » (euphémisme popularisé par la Mission d'Information de l'Assemblée Nationale) en parlant « des génocides du Rwanda ». La stratégie française était claire : pour contester la légitimité du régime mis en place après la défaite des FAR et « issu des fosses communes », pour prévenir toute interrogation sur notre soutien aux autorités déchues, il fallait dénoncer « tous les génocides », celui commis par les extrémistes hutus certes, mais aussi celui commis par le FPR et le choléra.

Envers et contre tout, cette vision officielle prévalut jusqu'en 2007. C'est ainsi que le 1^{er} septembre 2003, près de dix ans après les faits et en dépit des travaux des historiens, des ONG, de l'ONU et même de l'Assemblée Nationale Française, le Ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin pouvait parler « des terribles génocides du Rwanda » sur les ondes de RFI. Quand le négationniste nie le crime (par exemple l'hebdomadaire *Marianne* classant crûment le génocide des Tutsis dans « les idées fausses de notre temps »), le révisionniste le relativise. Si Dresde, Hiroshima, les crimes soviétiques à Berlin sont des génocides, alors

à quoi bon se focaliser sur Auschwitz ? L'Etat français fut révisionniste pendant plus de 10 ans. Où l'on comprend mieux en quoi la simple phrase du Président Sarkozy au milieu de son hommage à Raul Hilberg marquait une *rupture*.

Trois ruptures « rwandaises »

1/ La « *tragédie rwandaise* » marque à la fois l'apogée et le début du déclin de la « *Françafrique* », cette politique obscure largement héritée de la décolonisation gaulliste, mêlant relations officielles et officieuses, délires géopolitiques et amitiés personnelles, stratégies mondiales et intérêts particuliers. Jamais la France ne s'était retrouvée mêlée à un crime aussi grave depuis Vichy. Jamais non plus une guérilla africaine n'avait pu prendre le pouvoir contre un régime militairement soutenu par Paris comme le fit le FPR en juillet 1994. La déconsidération morale, politique et militaire de la France au Rwanda favorisa la montée en puissance d'autres acteurs en Afrique (Etats-Unis évidemment, mais aussi Chine, Afrique du Sud) et l'exaspération d'un sentiment anti-français dans une large part de la population africaine.

Le gouvernement de Lionel Jospin a entrepris entre 1997 et 2002 des réformes structurelles, courageuses bien qu'insuffisantes, pour clarifier ces relations franco-africaines (notamment en supprimant de facto le Ministère de la Cohabitation). Nicolas Sarkozy doit aujourd'hui aller plus loin. Candidat, il avait fait de la dénonciation des « *réseaux d'un autre temps* » l'un des axes de son programme en matière de politique africaine. La nomination de Bernard Kouchner au Quai d'Orsay et l'intention affichée par celui-ci de reprendre les relations diplomatiques avec le Rwanda (elles sont rompues depuis l'inculpation par la justice française, sous l'impulsion du juge Bruguière, de plusieurs dignitaires du FPR) sont incontestablement des signes positifs.

Mais cette évolution est de toute manière structurelle. Une nouvelle génération de dirigeants émerge, enfin (plus de 40 ans après la fin des colonies !), beaucoup moins marqués par le traumatisme de la décolonisation que Mitterrand ou même Chirac. Le temps des sentiments et des mythes semble révolu et le maintien de la « *Françafrique* » coûte, financièrement comme politiquement, trop cher aux yeux de ceux qui ont un rapport « *athée* » à l'Afrique. D'autre part, l'aide au développement et la gestion des crises sera de plus en plus assumée à un niveau européen, en concertation avec des pays qui ne veulent certainement pas se retrouver embrigadés dans une nouvelle « *affaire rwandaise* ».

2/ L'histoire des relations franco-rwandaises pose de profondes questions sur le fonctionnement de nos institutions, en particulier sur la notion de « *domaine réservé* » en politique étrangère. Le problème de cette notion n'est pas

tant que le Président ait pouvoir de décision sur les affaires étrangères mais que ces affaires demeurent étrangères au débat démocratique. Un des aspects les plus choquants du dossier rwandais consiste dans le fait qu'aucun parti ou homme politique ne se soit emparé de la question pour discréditer ses adversaires. En 1994, la cohabitation a certes créé une solidarité de la droite et de la gauche dans le borbier rwandais. Mais tous les dirigeants n'avaient pas le même point de vue et le même niveau de responsabilité. Edouard Balladur était moins impliqué que François Mitterrand ou Alain Juppé par exemple. Pourtant il persiste à défendre en bloc la politique menée. Le sens de l'Etat poussé à ce point vaut déni de démocratie.

Le contraste avec les autres pays occidentaux est saisissant. Quand Tony Blair décide d'envoyer des troupes en Irak, il affronte une opinion rétive (allant jusqu'à en discuter sur MTV) et subit diverses séances houleuses à la Chambre des Communes. Il commet peut-être une faute stratégique grave en engageant l'Angleterre aux côtés des Etats-Unis, mais il respecte les principes démocratiques de transparence et de publicité des débats. Les électeurs savent ce que fait leur représentant et peuvent sanctionner ses choix ou les approuver, en connaissance de cause, aux élections suivantes. Quand François Mitterrand envoie notre armée au Rwanda, il le fait sans rendre de compte à l'opinion, sans alerter l'Assemblée, sans en discuter avec son gouvernement (l'intervention d'octobre 1990 s'est décidée dans le bureau de Jean-Christophe, son fils, suite à un coup de téléphone paniqué de Juvénal Habyarimana, ami de la famille !). Rien ne l'y oblige formellement d'ailleurs.

La modernisation de notre politique extérieure passe par une remise à plat des pratiques institutionnelles. Le sujet sera-t-il sérieusement pris en compte par la Commission Balladur sur la réforme des institutions ? En tout cas, le candidat Nicolas Sarkozy avait clairement indiqué son intention de remettre en cause la notion de « domaine réservé » dans une interview accordée à la revue *Le Meilleur des Mondes* (automne 2006) : « *Je conteste l'idée de domaine réservé. Elle me paraît contraire à la démocratie. (...) Je demande que les tabous soient levés en matière de politique étrangère, je demande que le Parlement puisse en débattre, et je conteste l'idée qu'un homme, quelque soit sa fonction, demeure propriétaire de cette question.* »

Cette remise à plat est d'autant plus nécessaire que la tendance est aujourd'hui à la multiplication des acteurs non-étatiques dans les relations internationales et que notre conception absolutiste des affaires étrangères s'avère chaque jour plus inefficace. En se limitant aux initiés, la diplomatie française se priverait des nouveaux instruments de puissance qui émergent de la société civile et se condamnerait à des dérives rwandaises à répétition. On ne saurait entrer de plein pieds dans le xxi^e siècle avec des idées et des pratiques remon-

tant à l'Empire Byzantin. Espérons que la monarchie française a bel et bien pris fin.

3/ Largement fondée sur cette passion nationale qu'est l'antiaméricanisme, la politique française au Rwanda illustre de manière tragique les impasses de cette phobie. Sur ce point, les choses semblent radicalement changer depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Celui qui fut taxé de « *caniche de Georges Bush* » par un Laurent Fabius en mal de suffrages internes a clairement annoncé qu'il entendait revenir sur cette stratégie doctrine, inavoué mais omniprésente, de l'opposition systématique aux Etats-Unis.

Mais de cela, tout le monde parle et l'on peut juste ajouter pour conclure qu'une « *real politik* » bien comprise commence lorsqu'on parvient à se défaire de l'emprise des mythes et des traditions qui ont si longtemps guidé nos pas et orienté notre jugement. Jusqu'à nous faire plonger dans les charniers du Rwanda.